



Mise en place d'un indicateur d'insertion professionnelle

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche a signé avec toutes les universités une charte afin qu'elles procèdent à des collectes de données sur l'insertion professionnelle de leurs diplômés. **Un indicateur commun d'insertion professionnelle a donc été construit**, en concertation avec la conférence des présidents d'université, le CEREQ, et le délégué interministériel à l'orientation, **afin de suivre le devenir des étudiants 30 mois après avoir obtenu le diplôme.**

L'objectif est double :

- Informer les étudiants, les lycéens et leurs familles sur l'insertion professionnelle des filières universitaires ;
- Evaluer et renseigner sur la performance de l'université car le nouveau système d'allocation des moyens tiendra compte.

Soutien financier de l'Etat

Les universités sont accompagnées financièrement par le ministère dans la mise en place du dispositif de collecte des données. 750 000 € qui seront versés aux universités. En effet, les universités recevront pour l'effort consenti, un soutien financier dont le versement se fera en deux temps : le premier tiers à la signature de la charte par l'université, puis les deux tiers restants après réception, par le ministère, des fichiers de données, accompagnés du bilan de collecte et du questionnaire soumis aux diplômés. Les dotations sont calculées pour chaque université de la sorte : une partie en fonction du nombre d'étudiants à interroger, et une partie forfaitaire.

Quel est le public concerné ?

- En 2009, l'enquête porte sur les diplômés 2007 titulaires d'un diplôme universitaire de technologie (D.U.T), d'une licence professionnelle ou d'un master. **Près de 90000 étudiants sont concernés.**
- Tout ancien étudiant ayant moins de 30 ans l'année de l'obtention de son diplôme, de nationalité française, et n'ayant pas poursuivi d'études dans une université en 2007-2008 ni en 2008-2009.

Calendrier

- décembre 2009 : début de la première enquête d'observation
- mai 2010 : les universités communiquent via un site sécurisé, les données sur des diplômés, conformément aux recommandations de la CNIL, avec les variables résultant de l'enquête ainsi que leur questionnaire et le bilan de leur collecte.
- Octobre 2010 : le ministère procède aux exploitations de ces données et mène le bilan de la première collecte. Il évalue la qualité des données remontées au vu des taux de réponse, de la structure des réponses et des bilans de collecte. Il calcule des taux d'insertion bruts ainsi que des taux corrigés de la structure de l'offre de formation et du contexte régional de l'emploi.